

--> See the **erratum** for this article

Aperçus de l'économie chinoise

Georges Davidoff

Volume 35, Number 1, April–June 1959

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1001358ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1001358ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Davidoff, G. (1959). Aperçus de l'économie chinoise. *L'Actualité économique*, 35(1), 81–110. <https://doi.org/10.7202/1001358ar>

Aperçus de l'économie chinoise

Il est extrêmement difficile d'obtenir des renseignements précis sur l'évolution récente de l'économie chinoise. M. Davidoff s'est attaché à dépouiller les sources originales d'origine russe et chinoise pour présenter un aperçu, sommaire sans doute, de l'économie interne de la Chine, mais aussi une étude de l'état de son commerce extérieur au moment où s'intensifient les espoirs de voir réapparaître un marché, que l'Ouest avait perdu à toutes fins pratiques à l'orée de la Révolution.

M. Forsyth-Smith, délégué commercial du Canada à Hong-Kong, point d'observation par excellence de la Chine communiste, écrivait récemment ceci :

« Au cours de l'an dernier, la Chine continentale a éveillé chez les hommes d'affaires du monde occidental un vif intérêt. Presque toutes les grandes nations commerçantes ont étudié activement les possibilités de ce marché, ce qui a eu pour résultat d'en exagérer un peu l'importance. Il importe de garder le sens de la mesure, sans toutefois négliger les occasions véritables qui s'offrent aux exportateurs. »¹

M. Forsyth-Smith avait visité, à la fin de l'année 1957, Canton, Pékin, Changhaï et Tien-Tsin afin d'y étudier les besoins et les méthodes commerciales du marché chinois, et il traitait, dans l'article cité plus haut, principalement des possibilités qui s'offraient aux exportateurs canadiens et des moyens à employer.

Les perspectives actuellement limitées du marché chinois ont pour causes, suivant l'auteur, l'importance des engagements déjà pris ou à prendre par ce pays envers les États du bloc communiste, surtout vis-à-vis l'U.R.S.S., mais également, dans une moindre mesure, par rapport aux pays dits de démocratie populaire d'Europe. Ces puissances associées à la Chine continentale s'y

1. C.-M. Forsyth-Smith, « Commerce avec la Chine communiste », *Commerce extérieur*, vol. 105, no 3, pp. 6-11, Ottawa, 15 mars 1958.

sont implantées très solidement, comme nous le verrons, à la suite notamment de la politique du blocus et de la discrimination pratiquée contre la Chine de Mao Tsé-Toung, avec plus ou moins de rigidité, par les Alliés occidentaux, à l'instigation des États-Unis.

Ainsi, les raisons essentielles de cet état de choses sont dues à la politique poursuivie envers cet immense pays, à cause de ses tendances et de ses activités, non à cause de facteurs intrinsèques au marché chinois lui-même.

M. Forsyth-Smith rappelle en effet qu'en Chine les achats des produits occidentaux dépendent des ventes et des commandes passées au pays du bloc oriental. Il mentionne, sous toutes réserves évidemment, comme on est bien obligé de le faire généralement pour tout ce qui concerne les pays communistes, la somme d'environ 3 à 3.5 milliards de dollars, comme montant total du commerce extérieur de la Chine continentale (importations et exportations) pour l'année 1956. Or, les importations auraient été sensiblement équivalentes aux exportations, soit environ 1.5 à 1.7 milliards de dollars. Selon M. Forsyth-Smith, les importations chinoises auraient plutôt légèrement diminué en 1957, par suite de la réduction des recettes à l'exportation d'une part, et d'autre part en raison du fléchissement de la demande de matériel de production avec l'achèvement du premier plan quinquennal chinois, en décembre 1957.

Il nous semble toutefois que ce dernier argument est peu probant; la Chine continue, en effet, de s'industrialiser à une cadence accélérée. De toute façon, il est indéniable qu'elle obtient, comme le souligne M. Forsyth-Smith, la majeure partie de ses approvisionnements des pays du bloc soviétique. On peut peut-être souscrire à l'idée exprimée par M. Forsyth-Smith, qu'un certain changement intervienne sous ce rapport, mais il est probable que pendant quelques années encore la Chine continuera de recevoir de ces pays environ 75 p.c. de ses importations.

Le délégué commercial du Canada à Hong-Kong attribue cette situation, d'une part, aux étroites relations politiques qui existent entre la Chine et les pays du bloc communiste et, d'autre part, au fait qu'au cours des dernières années, la Chine a reçu

de ces pays une aide considérable sous forme d'assistance technique et d'outillage: «ainsi son économie est devenue intimement liée à la leur. En outre, la Chine n'a aucune intention de se rendre tributaire des pays occidentaux pour ses approvisionnements indispensables. Dans ces conditions, et pour assez longtemps encore, les achats en Occident resteront probablement de l'ordre de 450 à 550 millions de dollars par année.»

M. Forsyth-Smith considère que réduit à cette proportion, le marché chinois perd beaucoup de son importance, tout en offrant cependant encore d'intéressantes possibilités que les fournisseurs canadiens en particulier auraient tout avantage à exploiter. Il est possible que même cette appréciation nuancée soit un peu trop optimiste; en effet, il y a lieu de tenir compte de la part qui peut encore revenir au Japon, dès que les relations entre ces deux pays asiatiques s'amélioreront; si cela se produisait, les pays occidentaux auraient encore moins de facilité pour développer leurs ventes sur le marché chinois.

Jusqu'à récemment, une bonne partie du commerce de l'Occident avec la Chine passait par Hong-Kong. Les milieux d'affaires de cette ville ne cachent cependant pas leur désappointement devant les modifications intervenues, depuis la levée de certaines restrictions, dans les courants commerciaux de la Chine. Les échanges directs sans transit augmentent, en effet, et cela se reflète dans les constatations de la Chambre de Commerce de Hong-Kong pour l'année 1957, puisqu'on fait état d'une diminution de 14 à 18 millions de livres sterling dans les exportations de Hong-Kong vers la Chine. D'ailleurs, non seulement les échanges directs augmentent-ils, mais on assiste à un renouveau de concurrence de la part des pays d'Indo-Chine et de la Thaïlande, dont les prix seraient souvent plus bas. Par surcroît, les Chinois fréquemment ne veulent plus vendre à Hong-Kong aux conditions désavantageuses qu'ils se voyaient contraints d'accepter récemment encore¹. Toutefois, pour les exportations de la Chine vers Hong-Kong, la situation reste encore assez favorable pour certains produits, comme le thé par exemple. Mais en somme les résultats impressionnants, déjà acquis dans le développement de l'industrie

1. «Trade in China 1957», dans *Trade Bulletin Commerce and Industry Department*, Hong-Kong, avril 1958, pp. 142-144.

et de l'agriculture et dans l'extension de ses échanges extérieurs, permettent à la Chine de devenir plus exigeante dans différents domaines qui ne sont pas seulement économiques. Cela concerne les pays occidentaux et « neutralistes », mais également les rapports de la Chine avec l'U.R.S.S. et les puissances qui lui sont associées¹.

Nous chercherons dans les pages qui suivent à étudier de quelle façon l'Ouest s'est graduellement détourné du commerce chinois, comment celui-ci s'est tourné petit à petit vers les pays communistes pour ses approvisionnements, et quelle importance ce commerce a acquis pour le développement de l'économie chinoise.

Nous verrons ensuite par quelles transformations essentielles l'économie de la Chine est passée, pour décrire enfin brièvement quelle structure institutionnelle des moyens de production a été mise en place par la hiérarchie soviétique. Sans avoir décrit l'ensemble de la conjoncture chinoise actuellement, on espère cependant mettre au point trois aspects de l'économie de la Chine dont l'étude est rendu particulièrement difficile par l'absence de sources de renseignements directement accessibles.

* * *

Durant le premier plan quinquennal (1953 à 1957), le volume du commerce extérieur chinois aurait augmenté de plus d'une fois et demie, atteignant, en 1957, la valeur de 10.4 milliards de yuans², suivant les sources soviétiques (ce chiffre est plus élevé que celui avancé, sous toutes réserves, il est vrai, par M. Forsyth-Smith)³. La Chine aurait alors occupé la onzième place dans le commerce international. La répartition géographique de ces échanges a grandement varié depuis l'établissement du Nouveau Régime en Chine, la proportion des pays du bloc socialiste étant passée de 33 p.c. en 1950, à 75 p.c. vers la fin du premier plan quinquennal,

1. Voir notamment nos articles: « La Chine populaire et la situation internationale », *Revue politique et parlementaire*, janvier 1957, pp. 57-69, Paris; et aussi « Quelques aspects de la Chine nouvelle », *idem*, mars 1958, pp. 245-257.

2. Suivant le journal *Le Monde* des 9-10 novembre 1958 (Voir: « Le voyage de six médecins français à Pékin et à Canton »), le yuan vaut officiellement environ 200 francs français, soit approximativement un demi-dollar canadien; mais son pouvoir d'achat se fait sur place notablement supérieur.

3. Voir l'article très documenté de M. A. Netroussoff: « Collaboration économique de la République Populaire Chinoise avec les pays de Démocratie Populaire d'Europe », *Commerce extérieur*, no 10, octobre 1958, pp. 2-9, Moscou.

les données soviétiques confirmant en ce point celles de M. Forsyth-Smith.

On se souvient que l'embargo et le blocus du commerce extérieur avec la Chine furent instaurés le 3 décembre 1950, à la suite de l'intervention des «volontaires chinois» dans la guerre de Corée. En conséquence, les licences américaines délivrées antérieurement pour l'exportation en Chine furent annulées. Treize jours plus tard, le 16 décembre 1950, les autorités des États-Unis interdirent aux navires américains d'entrer dans les ports chinois. On ordonna en même temps le séquestre des dépôts chinois aux États-Unis. Les pays associés furent invités à prendre des mesures analogues vis-à-vis de la Chine de Mao Tsé-Toung. Le 1^{er} février 1951, l'O.N.U. déclara la Chine pays agresseur.

L'Assemblée Générale prit la résolution, le 18 mai 1951, d'instaurer l'embargo sur le commerce avec la Chine. Les pays du pacte de l'Atlantique, sauf l'Islande, mais avec la participation du Japon, formèrent, le 3 avril 1951, un Comité spécial, le «Chincom», qui déterminait la liste des marchandises interdites à l'exportation en Chine Populaire. Cette liste comportait 430 postes environ¹. En somme, presque toutes les marchandises importantes tombaient sous le coup de l'interdiction.

Toutefois, dès les débuts, de sérieuses oppositions de la part de certains pays membres du Chincom entravèrent son action négative vis-à-vis de la Chine, les violations des décisions du Chincom devenant de plus en plus fréquentes; et cela surtout à cause du tort subi par les pays occidentaux eux-mêmes, du fait de ce boycottage de la Chine. Aussi le Congrès des États-Unis vota-t-il une loi, le 26 octobre 1951, en vertu de laquelle les pays autorisant des exportations de marchandises interdites vers les pays du bloc soviétique devaient perdre aussitôt le bénéfice de l'assistance militaire, économique et financière des États-Unis.

Cette politique se situe dans le cadre des mesures de sauvegarde et de lutte contre la propagation du communisme. Il serait cependant inexact de considérer que du point de vue purement économique les Américains n'avaient subi qu'un préjudice, dès les

1. M. Sladkovsky, «Banqueroute de la politique américaine d'isolement économique de la République Populaire Chinoise», *Commerce extérieur*, no 9, 1958, pp. 2-6, Moscou.

débuts de ces restrictions, du fait de la perte du marché chinois. Certes leur place y avait été prise par les pays socialistes, et plus ou moins «neutralistes» et même par des pays associés des États-Unis. Mais la diminution des exportations chinoises d'oléagineux, d'huiles minérales, de charbon, etc., favorisa l'exportation de produits semblables d'origine américaine. Alors que les États-Unis n'exportèrent, en 1937, vers les pays d'Extrême-Orient, que 35,000 tonnes de fèves, 2,700 tonnes d'huile de soja, et très peu de charbon, on aurait estimé les exportations moyennes américaines, vers ces pays, durant les années 1950-1952, à 608,000 tonnes de fèves de soja, à 154,000 tonnes d'huile de soja. Les exportations de charbon, vers le Japon seulement, atteignirent près de deux millions de tonnes.

L'Angleterre a pu trouver également certains avantages dans ces mesures restrictives. Jusqu'à la fin du siècle dernier, la situation de la Grande-Bretagne avait été hautement privilégiée dans le commerce extérieur de la Chine, en partie grâce à Hong-Kong, qui lui avait été cédé en 1841. L'importance économique de cette ville et de cette île, de quelque 800,000 habitants, avait bien diminué cependant avant la deuxième guerre mondiale et on estimait de 40 à 50 millions de dollars par an, la valeur des échanges de Hong-Kong avec la Chine durant les années 1934-1937. L'embargo a par contre de nouveau fortement accru le rôle d'intermédiaire de Hong-Kong dans le commerce de la Chine avec le monde non communiste.

C'est ainsi que ces échanges passant par Hong-Kong se montèrent à 406 millions de dollars en 1950, et à 451 millions de dollars en 1951, soit dix fois plus, approximativement, qu'avant-guerre. Les prix relativement élevés imposés à la Chine et les autres conditions avantageuses que celle-ci se voyait généralement contrainte d'accepter rendaient alors ce commerce particulièrement intéressant. Le solde favorable de Hong-Kong, dans le commerce avec la Chine, aurait atteint le montant de 235 millions de dollars durant les deux années 1950-1951, ce qui n'était point alors négligeable pour l'Angleterre. Nous avons vu plus haut cependant que cette apogée de Hong-Kong était dépassée.

L'embargo a été accompagné par une intensification des relations de la Chine avec le bloc soviétique. Nous allons chercher à retracer les étapes de ce rapprochement.

Vers la fin du 1^{er} plan quinquennal (1957), ainsi qu'il a été signalé, le commerce de la Chine avec les pays du bloc soviétique représentait 75 p.c. du total (contre 33 p.c. en 1950). Ces pays étaient devenus les principaux fournisseurs d'équipement, de machines et d'autres marchandises indispensables à l'industrialisation chinoise. Si la moitié environ des importations chinoises venaient de l'U.R.S.S., les échanges avec les pays des démocraties populaires d'Europe avaient très considérablement augmenté également (en 1956, ils représentaient déjà 22 p.c. du commerce de la Chine).

On peut dire, d'ailleurs, sans exagération, que le rapide développement industriel des démocraties populaires d'Europe est dû pour une part à leurs échanges avec la Chine.

La situation économique des pays de l'est de l'Europe serait en effet gravement compromise si la Chine, pour des raisons politiques ou commerciales, cessait de leur passer des commandes de matériel industriel et de leur fournir, à des conditions avantageuses, les matières premières, les objets semi-ouvrés et les denrées nécessaires à leur économie et à leur subsistance. Toutefois, la Chine leur envoie depuis quelque temps davantage de produits finis et même des machines et de l'équipement en quantité pourtant encore insignifiante par rapport à ce qu'elle reçoit elle-même.

En outre, nombre de spécialistes des démocraties populaires d'Europe y viennent en mission, soit qu'ils soient chargés d'installer les machines importées ou qu'ils soient embauchés comme conseillers techniques. On ne saurait sous-estimer, répétons-le, cet état de choses, qui présente sans doute un appoint important pour la Chine mais également pour l'U.R.S.S. Car pour commencer avec la Chine, les pays de l'est de l'Europe sont bien obligés d'avoir recours à l'U.R.S.S. du fait des relations amicales existant entre ces deux pays et par suite de la part dominante prise par les Soviétiques dans l'industrialisation de la Chine. Moscou occupe, en effet, le rôle de banquier pour tout le bloc soviétique, ce qui n'est point étonnant puisque les Russes sont le deuxième producteur d'or, suivant de très près l'Afrique du Sud, et possèdent la

deuxième plus importante réserve d'or, après les États-Unis¹. Enfin, la situation géographique de l'U.R.S.S. détermine les grands mouvements géographiques des échanges.

Quoi qu'il en soit, actuellement une très grande partie du commerce extérieur des démocraties populaires d'Europe s'effectue avec la Chine et l'U.R.S.S., et l'on ne saurait négliger cet état de choses dans l'évolution de ces pays, de l'Allemagne de l'Est notamment. Le bloc de l'Est constitue ainsi un ensemble bien plus cohérent que ne le laisseraient croire les affinités occidentales de certains pays de l'est de l'Europe. L'attrait de l'énorme marché chinois, s'ajoutant à celui du marché de l'U.R.S.S., constitue certainement un pôle d'attraction non négligeable avec lequel on est bien obligé de compter. Nous avons vu que M. Forsyth-Smith ne se faisait guère beaucoup d'illusions à ce sujet.

Dans le tableau I, nous indiquons, en millions de roubles (10 roubles = 1 dollar canadien environ), la valeur des échanges de la Chine avec l'Allemagne de l'Est, d'après des données statistiques publiées à Berlin en 1957.

Tableau I
Commerce de la Chine avec l'Allemagne de l'Est
(en millions de dollars)

	1953	1954	1955	1956	1957
Volume des échanges	453.6	667.5	766.2	723.3	777.2
Importations en Chine	241.5	398.0	389.6	379.6	423.0
Exportations de Chine	212.1	269.5	376.6	343.6	354.2

Contrairement à ce que l'on aurait pu croire, le commerce extérieur de la Chine avec les pays de démocratie populaire d'Europe est assez bien équilibré. Mais la Chine en exportant des matières premières et des denrées, pour payer son industrialisation, le fait évidemment au détriment de sa population, vivant dans des conditions souvent très pénibles.

Nous attirons tout particulièrement l'attention sur le fait que les fournitures des pays de l'est de l'Europe ne figurent pas

1. Voir notamment notre article: «Problèmes de l'or», dans la *Revue Politique des Idées et des Institutions*, 15 juin 1950, Paris, pp. 335-345.

toutes dans nos tableaux en vue de donner une idée générale de l'augmentation des échanges avec ces pays basés sur la réciprocité. Des livraisons très importantes de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires d'Europe à la Chine sont en effet fréquemment inscrites sur d'autres comptes spéciaux, couverts par des emprunts ou des crédits spéciaux.

Sous cette réserve, comparativement aux chiffres de 1951, les échanges de la Chine continentale avec l'Allemagne de l'Est ont augmenté de plus de 4.5 fois depuis 1951, jusqu'au 1^{er} semestre 1958. À la suite des conventions signées en avril 1958, il y eut en cette même année une nouvelle augmentation de 9 p.c. par rapport aux échanges de 1957.

La Chine satisfait la plupart des besoins de l'Allemagne de l'Est en tungstène, en molybdène, en antimoine, en étain, en zinc, en talc, en mercure, etc. Les matières premières industrielles fournies par la Chine à ce pays représentaient 28 p.c. de l'ensemble en 1957 et 33 p.c. en 1958. 90 p.c. des exportations de l'Allemagne de l'Est sont constituées de machines et d'équipements d'usines (machines-outils, appareils de manipulation et de manutention), d'excavateurs, de camions, d'instruments et d'appareils de mesure, de matériel roulant, etc.

Actuellement, l'Allemagne de l'Est assiste la Chine pour la construction et l'équipement de 41 entreprises industrielles (usines de ciment, d'optique, de verre, de papier, d'engrais, de textiles synthétiques, d'appareils électriques, de transformateurs, de câbles, etc.).

Le carnet des commandes de provenance chinoise se renouvelle constamment en Allemagne de l'Est. Au printemps 1956, on avait signé, par exemple, des accords pour la construction de 10 grandes entreprises industrielles, représentant une somme de 410 millions de roubles. De nouveaux accords signés le 26 septembre 1957 augmentèrent considérablement ce chiffre d'affaires.

Parmi les usines construites vers la fin du 1^{er} plan quinquennal avec l'aide des Allemands de l'Est, on peut mentionner, entre autres, la grande sucrerie de Baotou, des usines de ciment à Datoune, Lantjou et Kounemine, une usine de pièces détachées pour radio à Pékin, des usines de textiles artificiels à Pékin et à

Baodine, d'appareils de mesure à Siani, plusieurs centrales électriques, etc.

La part de la Tchécoslovaquie dans l'industrialisation de la Chine est également importante. Dès 1954, 30 p.c. des échanges chinois avec les démocraties populaires d'Europe revenaient à la Tchécoslovaquie. D'importants accords d'assistance économique furent signés par les deux pays en mars 1957, complétant ceux de 1950. Selon les sources officielles tchécoslovaques, le volume des échanges entre ces deux pays a augmenté de plus de 5 fois de 1950 à 1957, et il continue de croître.

Tableau II
Commerce sino-tchécoslovaque

(en millions de roubles)

	1956	1957
Volume des échanges.....	524.5	587.8
Importations en Chine.....	258.9	320.0
Exportations de Chine.....	265.6	267.8

Les nouveaux accords signés par les deux pays en avril 1958 prévoient une nouvelle augmentation importante des échanges entre ces deux pays, échanges qui s'effectuent sensiblement suivant le même modèle que pour l'Allemagne de l'Est.

L'assistance technique et les équipements tchécoslovaques ont été fournis entre autres aux centrales thermiques de Khébéi, Nanedine, Tounchane, Kounemine, etc. En 1957, le groupement du commerce extérieur tchécoslovaque «Technoexport» signa, à Pékin, des accords concernant des fournitures d'équipement et d'assistance technique pour la construction de six autres centrales thermiques d'une puissance globale de 500,000 kW, ainsi que pour quatre centrales électriques amovibles, sur rails, d'une puissance unitaire de 2,500 kW.

La Tchécoslovaquie fournit en outre de l'équipement pour usines d'engrais azotés (dans la province de Sytchousne), pour plusieurs studios et laboratoires de cinéma, pour de grandes sucreries (près de Gouantjou, etc.).

APERÇUS DE L'ÉCONOMIE CHINOISE

Les échanges sino-polonais se sont bien développés durant le 1^{er} plan quinquennal. Ils ont augmenté plus de 18 fois en 1956, comparativement à ceux de 1937, alors qu'ils avaient atteint le maximum enregistré avant la formation de la République Populaire Chinoise.

Tableau III
Commerce sino-polonais
(en millions de roubles)

	1950	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Volume des échanges.....	34	230	233	266	280	342	328
Importations en Chine.....	25	95	124	148	139	201	179
Exportations de Chine.....	9	135	109	118	141	141	149

On évalue à 11 p.c. l'augmentation des échanges entre la Chine et la Pologne en 1958, comparativement à ceux de 1957, conformément à l'accord signé entre ces deux pays en avril 1958. Nous rappelons de nouveau au lecteur que toutes les livraisons à la Chine ne figurent pas dans le tableau III.

Plus de la moitié des exportations chinoises vers la Pologne, en 1956, était composée de matières premières et semi-ouvrées pour fins industrielles, proportion qui s'est accrue depuis. Les denrées alimentaires représentent l'essentiel de ce qui reste. La Pologne de son côté tirait de la Chine 85 p.c. de sa consommation de thé, 33 p.c. de sa consommation de tabac, la totalité de sa consommation en cannelle et en gingembre, un tiers de ses besoins en huiles végétales. La Chine exporte également des soieries et des chaussures. Elle achète des machines et des équipements divers d'usines, du matériel électrique et de radio, des chaînes d'ancre, du matériel roulant. En 1957, les machines et l'outillage constituaient 60 p.c. des importations chinoises de Pologne, contre 3 p.c. seulement en 1951, et la proportion a augmenté depuis cette date.

La Pologne a assisté la Chine pour la construction de 2 sucreries à Tzïamous et Guirine. De même l'assistance technique et l'outillage polonais servent à installer une nouvelle sucrerie à Gouantchjou, avec une production quotidienne de 3,500 tonnes de canne à sucre. La Pologne a équipé également deux mines de charbon

d'une production de un million de tonnes chacune, trois usines d'enrichissement du charbon ayant une production de 2 millions de tonnes par an, des distilleries du bois, des usines de lampes de mine, d'accumulateurs, etc.

Des accords sino-polonais de fournitures d'outillage, signés notamment en avril 1958, prévoient des livraisons atteignant plus de 221 millions de roubles, et s'échelonnant de 1959 à 1962, avec augmentation des échanges de 10 p.c. au moins chaque année. En plus de ces accords, d'autres commandes ont été passées pour cette période, prévoyant des échanges polonais et chinois au montant d'environ 600 millions de roubles dans chaque sens (pour 4 ans).

La Chine a aussi commandé des navires (jusqu'à 1957 la Pologne n'a livré que de petits navires; depuis 1958 elle en livre de 10,000 et de 18,000 tonnes), des machines-outils, des tracteurs, des excavateurs, des tôles d'acier épaisses, des rails, des locomotives à vapeur, des produits chimiques (pharmaceutiques, colorants), etc. La Pologne doit fournir, en vertu d'engagements signés, l'outillage et le personnel technique nécessaire à la construction de 17 autres grandes entreprises industrielles.

Alors que les échanges sino-hongrois étaient jadis presque insignifiants — de l'ordre de 3 millions de roubles seulement en 1931 —, d'après les statistiques de douane de l'ancienne Chine, 10 p.c. des exportations hongroises étaient déjà destinées à ce pays en 1957. On voit au tableau IV la rapide évolution du commerce sino-hongrois jusqu'à l'année 1956.

Tableau IV
Commerce sino-hongrois

(en millions de roubles)

	1952	1953	1955	1956	1957
Volume des échanges	191.6	252.5	262.2	235.4	229.7
Importations en Chine	82.5	118.2	146.1	123.8	119.0
Exportations de Chine	109.1	134.3	116.1	111.6	110.7

D'après les conventions passées pour l'année 1958, les échanges ont été durant cette année de 25 p.c. supérieurs à ceux de l'année 1957, les récents événements de Hongrie n'ayant du reste arrêté que provisoirement leur extension. Les échanges continuent de s'effectuer suivant des spécifications sensiblement pareilles aux précédentes, avec quelques nouvelles installations particulières en vue.

On peut remarquer, par ailleurs, non sans étonnement, que la Chine a pu exporter en Hongrie durant l'année 1958, contrairement à ce qui s'était produit antérieurement, en plus du matériel déjà indiqué, des autos, des machines, des lampes de radio, des produits chimiques et textiles, etc. Mais il va de soi, néanmoins, que la Hongrie continue d'exporter en Chine beaucoup plus de marchandises industrielles qu'elle n'en reçoit. Ces produits industriels représentent d'ailleurs environ 90 p.c. des exportations hongroises en Chine, en 1957. En 1958, 82 p.c. des exportations hongroises comprenaient des autos, des locomotives diesel, des wagons, des autobus et des autocars, des citernes, des machines agricoles (tracteurs, combinés moissonneuses-batteuses), des machines-outils, des appareils de laboratoire, des équipements d'usines chimiques, d'usines textiles, de radio, de ciment, du matériel pour de petites centrales électriques, etc. Durant le 1^{er} plan quinquennal chinois, les autos constituaient 25 p.c. des exportations hongroises.

D'autre part, à la suite des événements d'octobre 1956, la Chine a accordé à la Hongrie son assistance en lui donnant du ciment et d'autres matériaux de construction. En outre, suivant des ententes conclues en 1957, la Chine a consenti à la Hongrie un prêt à long terme de 100 millions de roubles, en devises transférables, à un taux d'intérêt annuel de 2%.

Le commerce sino-bulgare était, en 1956, de quatre fois supérieur à ce qu'il fut en 1952. D'après les conventions conclues entre les deux pays en 1956 et selon d'autres accords couvrant les années 1958-1960, les échanges entre les deux pays diffèrent moins des autres courants commerciaux qu'on aurait pu le supposer. Ainsi, la Bulgarie, qui s'industrialise elle aussi, a accepté d'aider la Chine à construire diverses usines.

Le commerce sino-roumain était en 1956 presque de 63.5 fois supérieur à celui de 1953. Les accords d'avril 1958 et d'autres encore prévoient une nouvelle augmentation importante des échanges durant les années à venir. La composition de ces échanges ne diffère pas beaucoup de celle que nous avons déjà examinée pour d'autres pays de l'est de l'Europe, le pétrole et les produits pétroliers constituant toutefois une partie importante des livraisons roumaines.

Alors que les Chinois n'entretenaient pas de relations commerciales avec l'Albanie antérieurement à son régime actuel, les accords du 3 décembre 1954 et postérieurs prévoyaient des livraisons chinoises importantes de froment, de thé, etc., contre des textiles et d'autres produits albanais.

Pour illustrer l'influence chinoise dans les démocraties populaires d'Europe, il est intéressant de noter que la Bulgarie et l'Albanie s'inspirent déjà des mobilisations de masses réalisées dans les nouvelles «communes populaires» de Chine, dont nous nous occuperons plus loin. Pareillement à ce qui se passe en Chine, les fonctionnaires et les étudiants bulgares et albanais devront effectuer un travail de production. Les paysans y seront mobilisés également pour des travaux d'irrigation¹.

Il aurait fallu une étude spéciale pour pouvoir examiner en détails les échanges sino-soviétiques, que nous limiterons ici à un examen sommaire. Notre tableau V indique le volume des échanges entre les deux pays, en millions de roubles².

Tableau V
Commerce sino-soviétique
(en millions de roubles)

	1950	1952	1954	1956	1957
Volume des échanges	2,317.9	3,855.1	5,350.6	5,989.0	5,128.9
Importations en Chine	1,552.8	2,200.1	3,037.2	2,932.1	2,176.4
Exportations de Chine	765.1	1,685.0	2,313.4	3,056.9	2,952.5

1. Voir *Le Monde*, 7-8 décembre 1958, Paris.

2. Voir notamment l'article de M. M. A. Volkoff et B. Grébennikoff: «Collaboration économique soviéto-chinoise», *Questions d'Économie*, no 11, 1958, pp. 114-117, Moscou.

APERÇUS DE L'ÉCONOMIE CHINOISE

Dans le tableau VI, nous avons ventilé les exportations soviétiques en Chine, durant la période 1953-56. Nous rappelons que nos tableaux ne comprennent pas de nombreuses livraisons soviétiques à la Chine continentale figurant à des comptes spéciaux.

Tableau VI
Marchandises exportées de l'U.R.S.S. en Chine

	1953		1956	
	en millions de roubles	en p.c.	en millions de roubles	en p.c.
Total des exportations soviétiques.....	2,790.3	100.0	2,932.1	10.0
Machines et outillage.....	645.4	23.1	1,219.0	41.6
Métaux ferreux.....	272.8	9.8	249.5	8.5
Métaux non ferreux.....	53.8	1.9	71.6	2.4
Câbles et fils électriques.....	15.3	0.6	4.8	0.2
Pétrole et produits pétroliers.....	178.5	6.4	344.0	11.7
Produits chimiques (Produits chimiques, engrais, etc.)....	26.4	0.9	19.4	0.7
Papier.....	35.7	1.3	22.6	0.2
Cotonnades.....	1.7	0.1	—	—

Alors que certains produits industriels sont exportés en moindre quantité depuis quelque temps, on exporte davantage de l'U.R.S.S. en Chine populaire d'équipements, de machines et d'appareils plus «complexes», par exemple des machines-outils de très haute précision, des machines et de l'outillage automatique, etc.¹

Tableau VII
Exportations de matériel «complexe» de l'U.R.S.S. en Chine
(en millions de roubles et en p.c.)

Rubrique	1952	1956
Prix du matériel «complexe» (en millions de roubles).....	126.6	866.8
P.c. de l'ensemble exporté en Chine.....	7.3	29.6

1. Voir *Le Commerce extérieur de l'U.R.S.S. avec les pays socialistes*, Moscou, 1957, 213 pp.

L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

Aussi malgré la réduction du pourcentage de l'équipement et des machines diverses fournis par les Soviets pour les nouvelles entreprises industrielles en Chine, par suite de l'augmentation de la production nationale en ce pays, le montant des livraisons de matériel dit complexe est-il plus élevé; cela aussi bien à cause des commandes chinoises de matériel d'équipements de plus en plus compliqué qu'à la suite de l'intensification de l'industrialisation.

Alors que la proportion des fournitures d'équipement soviétique était aux débuts fréquemment de 80 p.c. du total installé, le reste étant de provenance chinoise, en 1956 la part russe n'était plus que de 70 et même de 50 à 60 p.c. seulement pour certaines entreprises.

Les Soviets, afin de faciliter à la Chine l'acquisition du matériel qui lui était nécessaire pour son industrialisation, en plus des larges crédits accordés à long terme, ont accepté d'acheter des marchandises qu'ils n'avaient point l'habitude d'acquérir, en adaptant en conséquence leur marché et leurs propres productions. Il en a été ainsi, par exemple, des produits alimentaires, que les Chinois ne pouvaient plus expédier en Angleterre et dans d'autres pays occidentaux. Par ailleurs, les Chinois, dans le même but, s'efforcent d'organiser l'exportation des produits intéressant plus

Tableau VIII
Exportations chinoises en U.R.S.S.

	1953		1956	
	en millions de roubles	en p.c.	en millions de roubles	en p.c.
Total.....	1,898.9	100.0	3,056.9	100.0
Matières premières industrielles.....	488.7	25.7	509.4	16.6
Marchandises alimentaires.....	354.7	18.7	727.8	23.2
Métaux non ferreux et alliages.....	403.3	21.2	503.6	16.5
Matières premières textiles.....	231.9	12.2	234.2	7.7
Textiles.....	69.3	3.4	376.6	12.3
Matières premières de provenance animale (poils, cuirs, etc.).....	52.2	2.7	103.0	3.4
Produits chimiques.....	15.4	0.8	66.5	2.2

spécialement l'U.R.S.S., tel que le liège. Ils augmentent également leurs fournitures en denrées et en nouvelles marchandises devenues populaires en U.R.S.S. (articles d'art, de la mercerie, des tapis, des huiles volatiles, etc.).

La frontière commune, s'étendant le long de vastes espaces très riches en matières premières, crée des conditions particulièrement favorables à une utilisation conjointe de ces richesses; notamment dans la région du fleuve Amour, en Extrême-Orient. Les deux pays se sont habitués à collaborer ensemble. Le 18 août 1956, les gouvernements soviétiques et chinois ont conclu des accords portant sur des travaux de prospections technico-scientifiques et l'exploitation industrielle commune des deux pays. Une énorme réserve de matières premières existe aux confins de la région de l'Amour, et de la Chine, notamment dans la province de Heïlounsiang. Des millions d'hectares de terres vierges sont à exploiter, en plus des minerais encore insuffisamment explorés mais constituant déjà une réserve inestimable. Durant ces deux dernières années, des expéditions ont été organisées en commun par les Académies des Sciences de Chine et de l'U.R.S.S. Une première session des savants des deux pays a eu lieu en conséquence en mars 1957 à Moscou; la deuxième, en mars 1958 à Pékin, avait pour but, suivant les Chinois, de transformer le «fleuve du dragon noir» en «fleuve du dragon électrique»¹. Les nouvelles lignes de chemin de fer (via la Mongolie-Extérieure par Oulan-Bator, et la voie en construction de Lantjou-Akotogai) se reliant aux lignes ferroviaires existantes, via Otpor et Grodekovo, ainsi que les communications aériennes, facilitent cette étroite collaboration.

Du reste, cette collaboration chinoise avec l'U.R.S.S. comme nous l'avons vu, dans une certaine mesure, avec les pays de démocratie populaire d'Europe, en particulier avec l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie, etc., prévoit des échanges de documentations techniques et scientifiques, concernant les travaux de recherches, de production et en général les travaux dans les domaines les plus divers; ainsi que des échanges de spécialistes,

1. Voir notamment l'article de M. A. Margoline; «Le problème complexe de l'Amour et la collaboration scientifique sino-soviétique», *Questions d'Économie*, no 5, 1958, pp. 156-158, Moscou.

de stagiaires, etc. En vertu des conventions relatives à la formation des cadres, de 1954 à 1957, plus de 200 techniciens chinois furent admis en stage en Allemagne de l'Est seulement. Plus de 500 spécialistes allemands de l'Est se sont rendus à Pékin, à Changhaï, etc., durant le seul premier semestre 1958. D'autre part, la Chine prend une part active aux expositions, comme par exemple à Leipzig et à Poznan (Pologne), etc.

Voilà en somme ce que, semble-t-il, l'on peut dégager des liaisons de la Chine avec le bloc soviétique. Nous chercherons maintenant à déterminer l'état actuel de l'économie chinoise en ne nous attachant qu'aux traits essentiels, ou plutôt aux aspects les plus frappants du bouleversement de l'économie chinoise.

* * *

La proclamation de la République Populaire Chinoise le 1^{er} octobre 1949 avait consacré l'établissement du nouveau régime en Chine. Vers la fin de l'année 1952, l'économie chinoise, durement éprouvée par les guerres étrangères et révolutionnaires, ayant été approximativement restaurée, la Chine entra alors résolument dans la période de développement à outrance de son économie instaurée par le 1^{er} plan quinquennal (1953-1957). Dès la fin de l'année 1956, comme la «socialisation» se poursuivait activement en même temps, le secteur de la propriété «socialiste» dominait nettement; et cela tant par l'extension des entreprises d'État, des coopératives agricoles et des coopératives de production que par la multiplication des sociétés «mixtes» où les représentants de l'État, qui y obtenaient une large participation, avaient forcément l'avantage sur les anciens propriétaires, conservant une partie bien diminuée de leurs droits.

Les entreprises entièrement privées, qui purent encore se maintenir sous un contrôle de plus en plus serré de l'État, ne jouèrent plus qu'un rôle secondaire, se transformant du reste, en nombre croissant, en sociétés «mixtes», tandis que ces dernières passèrent à leur tour sous le contrôle de l'État. En 1957, plus de 90 p.c. de l'ensemble de la production industrielle et agricole aurait été fourni par le secteur «socialiste» de l'économie nationale¹.

1. Voir M. V. Jamine: «La Grande Chine construit le socialisme», dans *Questions d'Économie*, no 10, octobre 1958, pp. 3-19, Moscou.

Depuis la fin de l'année 1955 jusqu'au milieu de l'année 1956, 120 millions de fermes paysannes ont été incorporées plus ou moins volontairement dans les coopératives agricoles. La situation devenait difficile pour les propriétaires récalcitrants, les coopératives étant beaucoup plus favorisées en matière d'approvisionnements d'engrais, de semences, d'instruments, d'équipements divers, etc.

En 1957, 98 p.c. de l'ensemble des fermes paysannes faisaient déjà partie des coopératives, dont 96 p.c. dans les coopératives dites du type supérieur, du point de vue «socialiste». Par ailleurs, durant la même période (1955-1956), plus de 5 millions d'artisans, soit 92 p.c. du nombre total, se sont groupés, eux aussi, dans des coopératives de production.

La socialisation s'est poursuivie non moins activement, comme nous l'avions déjà signalé, dans l'industrie et le commerce. 70,000 entreprises industrielles privées, dont la production représentait 99.6 p.c. (en valeur) de toute la production privée, furent transformées en sociétés «mixtes» avec la participation de l'État. Près de 2,000 entreprises commerciales privées, occupant 85 p.c. du nombre total des employés des entreprises privées, furent également transformées en entreprises commerciales «mixtes», ou de l'État, ou en coopératives.

Malgré le mécontentement suscité par cette socialisation rapide parmi les différentes victimes de cette transformation, l'industrialisation se poursuivit d'une manière accélérée, bien que dans des conditions très difficiles, puisque l'on devait former à la hâte des spécialistes, qui faisaient partout défaut.

On peut voir cependant, d'après certains exemples caractéristiques, les rapides progrès réalisés. C'est ainsi que la production d'acier, en 1957, atteignait, d'après les données officielles, 5.35 millions de tonnes, ce qui représentait une augmentation de plus de 4 fois celle de 1952. On compte pouvoir accélérer plus encore cet accroissement de la production sidérurgique.

En 1958, on a commencé la construction de 49 importantes usines métallurgiques traitant des alliages ferreux. En dehors du développement du nouveau grand centre métallurgique d'Anchan, on en a créé d'autres encore très importants à Baotou, à Oukhan, etc.

À la suite de la campagne actuelle pour la réalisation, parallèlement à la construction des grandes usines, de petites et moyennes entreprises, on a pu aménager 350,000 petits hauts-fourneaux durant les trois premiers trimestres de l'année 1958.

Conformément aux décisions prises en août 1958, on s'est appliqué à produire 10.7 millions de tonnes d'acier en 1958, contre les 5.35 millions de tonnes de l'année 1957. Car on voudrait rattraper et dépasser l'Angleterre dès 1959, la production anglaise étant évaluée à 22 millions de tonnes par an.

Les succès obtenus ne seraient guère moins impressionnants dans les charbonnages. Notamment, on estimait à 210 millions de tonnes environ l'extraction de 1958, et l'on s'apprête à dépasser l'Angleterre pour la production du charbon également dès l'année 1959. Ces industries clés et même certaines autres, comme nous l'indiquerons plus en détails par la suite, reçoivent des équipements des plus modernes de l'U.R.S.S., de l'Allemagne de l'Est, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, etc.

On produit de plus en plus de machines. En effet, 80,000 machines-outils ont pu être construites en 1958. Même pour les machines-outils de précision, on ne se contente plus de copier seulement les modèles étrangers; on s'efforce de sortir du matériel de plus en plus perfectionné.

L'industrie électrique retient particulièrement l'attention. D'après les calculs préliminaires, les réserves potentielles d'énergie hydro-électrique seraient de l'ordre de 540 millions de kW. La construction de nouvelles centrales hydro-électriques peut s'effectuer dans des conditions relativement économiques du fait des grands travaux d'irrigation projetés ou en cours.

En 1958, première année du deuxième plan quinquennal, on aurait mis en exploitation des centrales électriques d'une puissance globale de plus de 2.28 millions de kW, puissance presque égale à celle de toutes les centrales électriques mises en fonctionnement durant le 1^{er} plan quinquennal. Le nombre des centrales électriques en exploitation augmente d'année en année. Sur le fleuve Yantse et sur ses affluents, on procède actuellement aux travaux de prospection et on élabore les projets de 12 nouvelles centrales hydro-électriques.

On se propose en outre de construire, au cours des prochaines années, des milliers de petites centrales, ce qui permettrait d'augmenter de 15 à 18 millions de kW la puissance totale des centrales électriques rurales.

L'industrie chimique de son côté est très en retard sur les autres branches industrielles. On compte néanmoins pouvoir rattraper les États-Unis vers la fin du deuxième plan quinquennal (1958-1962), pour ce qui concerne la production des engrais chimiques.

L'ensemble de la production industrielle aurait augmenté de 47 p.c. durant les huit premiers mois de l'année 1958, comparativement à la même période de 1957, et l'on souligne que l'accroissement se produit graduellement d'un mois à l'autre. C'est ainsi qu'en juin 1958, la production industrielle aurait augmenté au total de 55 p.c. et en août, du double par rapport aux mois correspondants de l'année 1957. On estime à 60 p.c. l'accroissement global de la production industrielle de 1958, comparativement à celle de l'année précédente. Or, d'après les sources officielles chinoises, la valeur totale de la production industrielle en 1957 y atteignait 62,810 millions de yuans (aux prix de 1952), contre 10,781 millions de yuans en 1949 et 27,014 millions de yuans en 1952.

Afin de susciter l'enthousiasme, on promet aux Chinois de rattraper et de dépasser l'Angleterre en moins de 10 à 15 ans, pour l'ensemble des principales productions, ce qui situerait la Chine parmi les pays les plus évolués du monde.

Aussi force-t-on les cadences pour rattraper l'immense retard des années d'avant-guerre. Suivant les statistiques propagées actuellement en Chine, certes sujettes à caution, mais s'écartant moins, généralement, de la réalité qu'on aurait pu le craindre, la production industrielle, en Chine d'avant la Révolution, ne représentait que 10 p.c. de l'ensemble de la production (industrielle et agricole). Quant aux moyens de production, ils n'auraient été que de 28 p.c. de l'ensemble de la production industrielle chinoise.

Pour juger des retards de l'évolution technique de ce pays, on s'y plaît à faire les comparaisons suivantes de production par tête d'habitants: en Chine, en 1936, on produisait 7.9 kW d'énergie électrique, 83 kg de charbon, 1.7 kg de fonte, 0.9 kg d'acier; alors

qu'en Angleterre, en 1937, on produisait, par tête d'habitant, 675 kW d'électricité, 5,165 kg de charbon, 183 kg de fonte, 279 kg d'acier. À la suite des guerres civiles et étrangères en Chine, les écarts entre les productions par tête d'habitant, de ce pays et de l'Angleterre, furent encore plus grands, en 1949¹.

On signale encore, pour mettre en relief l'énorme effort accompli depuis la proclamation du nouveau régime en Chine, qu'à ses débuts on y produisait 100 fois moins d'acier qu'en Angleterre, presque 40 fois moins de fonte; tandis que 8 ans environ plus tard, vers la fin de l'année 1957, la Chine n'avait déjà produit que 4 fois moins d'acier et 2½ fois moins de fonte que l'Angleterre. En 1958, cette différence a été réduite plus sensiblement encore. Quant à la construction de machines, elle s'était tellement développée, entre temps, que les besoins seraient couverts pour les deux tiers par l'industrie nationale.

Depuis le début du nouveau régime, la production chimique aurait augmenté de plus de 20 fois malgré ses retards, celle du pétrole 12 fois².

En 1950, il n'y avait que 20,700 km de voies ferrées en exploitation contre 27,300 en 1956³. La longueur du réseau ferré chinois en exploitation à la fin de l'année 1957 était de 29,862 km, et 6,000 km ont été ouverts à l'exploitation depuis. Comme on le voit, les cadences dans le domaine ferroviaire s'accroissent également. Certes les communications par fer et par route sont encore très insuffisantes, mais il serait vain de nier les progrès déjà accomplis ou en cours de réalisation.

En général, les lignes de chemin de fer sont mises en exploitation bien souvent plus tôt que prévu. La construction du matériel roulant en Chine, en quantités déjà industrielles (wagons, locomotives à vapeur, etc.), facilite naturellement les progrès réalisés dans la technique ferroviaire.

Toutefois l'électrification s'y poursuit encore faiblement. On avait commencé l'électrification des chemins de fer durant le 1^{er} plan quinquennal sur une longueur de 126 km, sous la faible

1. Voir l'article de M. V. Trifonoff: «Questions du développement industriel de la République Populaire Chinoise durant le 1^{er} plan quinquennal», dans *Questions d'Économie*, no 7, 1958, pp. 82-93, Moscou.

2. Voir Goudok, numéro du 1^{er} octobre 1958, Moscou.

3. Voir Goudok, numéro du 6 juillet 1958, Moscou.

tension de 1,200 volts. Dans le deuxième plan quinquennal, on avait prévu 590 km de lignes de chemin de fer électrifiées, et on poursuit actuellement sensiblement ce programme. Au début, on avait pensé électrifier seulement le chemin de fer Baotsi-Fyntjou, (ce qui est fait depuis plus de six mois), les lignes de Baotsi-Tiantchouï, Fyntai-Chatchène, Taïouane-Chossiane, le circuit circulaire d'essais de Pékin, etc.

Suivant M. Tène Dai-Yuane, ministre des chemins de fer chinois, le trafic ferroviaire de marchandises avait augmenté de 38 p.c. en un an seulement, de juillet 1957 à juillet 1958¹. L'augmentation pour toute l'année 1958 est estimée à 50 p.c.

D'après les prévisions, 65,000 km de voies ferrées devront être en exploitation en 1965. On s'efforce de combler au plus vite le grand manque de techniciens. Alors qu'en Chine, en 1949, on n'avait point d'École technique ferroviaire, il y a actuellement deux écoles supérieures ferroviaires et 28 écoles ferroviaires secondaires.

Mais les principaux spécialistes ferroviaires chinois, pour la plupart, ont passé également par les écoles spéciales soviétiques ou, plus rarement, par celles des démocraties populaires d'Europe, et ils ont fait des stages dans les chemins de fer et dans diverses usines de ces pays.

Le très important trafic ferroviaire sino-soviétique, qui existe déjà avec la Chine par le Transsibérien et via la Mongolie Extérieure, — ainsi que les communications par avions —, sera considérablement accru quand on aura terminé la voie ferrée de «l'amitié», que l'on construit très activement des deux côtés de la frontière.

Cette future ligne Transasiatique reliera Alma-Ata, ancien Viernyi, capitale de la République soviétique du Kazakhatan, avec la ville chinoise de Lantjou où se trouve un important noeud ferroviaire². Actuellement, on a déjà franchi du côté soviétique la gare d'Aktogai, et du côté chinois la gare de Siatoune, dans le Sintziane, à 1,100 km de Lantjou, la longueur totale de la ligne étant d'environ 3,000 km.

1. Voir l'article du ministre chinois dans le journal *Goudok*, du 1^{er} octobre 1958, Moscou.

2. Voir entre autres, l'article de M. G. Tjane Tsine-Taï, directeur général des services des coopératives agricoles, au ministère chinois de l'Agriculture: «Dans la République Populaire Chinoise», *Économie de l'Agriculture*, no 1, janvier-février 1958, pp. 94-102, Moscou.

Dans le domaine de l'agriculture, les progrès annoncés sont saisissants. On sait déjà que 750,000 coopératives agricoles avaient été créées, groupant environ 500 millions de paysans, et on a voulu voir là une raison de persévérer dans ce régime de socialisation, sur lequel nous reviendrons plus loin.

D'après les sources officielles, on avait obtenu, en Chine, en 1957, une récolte de 185 millions de tonnes de céréales. Celle de 1958 atteindrait 350 millions de tonnes, soit plus de 500 kilos par habitant pour une population totale évaluée à environ 625 millions d'habitants. De même, la récolte de coton aurait été de 3.5 millions de tonnes, soit presque le double de celle de 1957. On espère pouvoir faire passer les récoltes de céréales à 500 millions de tonnes et celles de coton à 5 millions de tonnes, en 1959.

Durant la période d'octobre 1957 à septembre 1958, on a pu augmenter la superficie des terres irriguées jusqu'à 64.7 millions d'hectares, soit 57 p.c. des terres arables, contre 16 millions d'hectares seulement à la veille de la deuxième guerre mondiale. Alors qu'en octobre 1957, 20 à 30 millions de personnes s'occupaient quotidiennement de ces travaux d'irrigation, en janvier 1958 il y en aurait déjà eu 100 millions! Même si ces chiffres sont exagérés, ils donnent une idée du chemin parcouru.

D'après les renseignements obtenus à l'Exposition pan-chinoise agricole de 1958, le nombre des anciennes machines fournies à l'agriculture aurait augmenté, dans le pays, de 59 millions. En 1957, on avait construit et mis en exploitation près de 10 millions de nouvelles machines agricoles et à la fin du premier semestre 1958 encore 60 millions. Mais on en manque toujours cependant. Par ailleurs, durant le premier plan quinquennal, 26,700 tracteurs agricoles avaient été livrées à la Chine par les pays du bloc de l'Est (en comptant 15 C.V. par unité). Ces tracteurs ont été remis presque exclusivement aux grandes propriétés de l'État et aux stations des tracteurs et des machines agricoles (appelées M.T.S. en U.R.S.S.) travaillant pour les coopératives agricoles.

Voilà, en somme, quelques données relatives au développement agricole qui illustrent le sens du mouvement mais ne révèlent pas la modification fondamentale de la structure de l'agriculture. C'est ce que nous aborderons, en cherchant à décrire les change-

ments récents intervenus dans l'organisation et les institutions de la production.

* * *

On s'attache présentement, en Chine, à réaliser un nouveau grand pas en avant dans la «socialisation», par le groupement des coopératives agricoles en «communes populaires» ou «ksiang» en chinois. Dans les coopératives agricoles, on ne comptait généralement guère plus de 100 fermes, et même sensiblement moins dans certaines d'entre elles. L'on y manquait fréquemment de main-d'œuvre et de fonds pour les grands travaux et l'acquisition de nouvelles machines.

Les coopératives ne pouvaient pas non plus, comme on se plaît à le faire remarquer à ce propos, s'occuper activement de la construction de petites usines métallurgiques et de centrales électriques, de l'électrification rurale, de l'aménagement de l'industrie légère, des routes, de l'extension de l'enseignement, des hôpitaux, de la sécurité sociale dans les campagnes, etc. La décision de la formation des communes populaires fut prise en septembre 1958 par le Comité central du parti communiste chinois, afin de centraliser dans les campagnes les activités industrielles, agricoles, commerciales, d'enseignement et aussi militaires (en y formant des milices populaires).

On s'applique à former la commune populaire par le rassemblement de coopératives groupant quelque 2,000 fermes paysannes, dans la limite d'un canton. Pourtant dans les très grands cantons, il y a parfois plusieurs communes populaires. Souvent une commune comprend 6,000 ou 7,000 et même jusqu'à 10,000 fermes.

Actuellement dans une commune populaire, il y a une part de propriété dite sociale ou de l'État, c'est-à-dire de l'ensemble du peuple, et une fraction collective (celle des membres). La part de la propriété de l'État doit y augmenter constamment, en remplaçant au fur et à mesure la propriété collective, ce processus devant s'échelonner sur une période de 3 à 6 ans. Les moyens de production de la commune constituent généralement encore une propriété collective de ses membres, mais de plus en plus ils passent à l'État. Du reste, certaines communes populaires ont été formées par la réunion des grandes propriétés de l'État et des

coopératives agricoles. Dans les communes formées par les coopératives, les parts sociales revenant aux membres de la coopérative restent la propriété de ces «communards». Mais les lopins de terre, les animaux domestiques, les arbres fruitiers, etc., des membres de la coopérative faisant partie de la commune, deviennent la propriété de l'État, un délai de deux ans pouvant toutefois être accordé pour cette transformation «socialiste».

Pour l'organisation et la gestion de la commune populaire, on la divise généralement en «bataillons» de production, qui se subdivisent à leur tour en «brigades». Le bataillon constitue souvent une unité de financement. La rémunération des membres de la commune s'effectue en principe par l'attribution de salaires, mais provisoirement on s'en tient encore fréquemment au paiement d'après le nombre de journées de travail, comme il en est de règle dans les coopératives chinoises et les kolkhoses soviétiques.

Pour libérer les femmes des travaux domestiques, afin qu'elles puissent travailler davantage pour la commune, on y crée des cantines, des crèches, des jardins d'enfants, des ateliers de couture et de réparations diverses, et cela dans chaque «brigade». On s'efforce, par ailleurs, d'unifier l'administration de la commune populaire et du canton, l'autorité étant ainsi détenue par les mêmes chefs.

Les militants chinois considèrent que la commune populaire est une forme supérieure d'organisation communiste rurale et l'on se propose même de créer des unités semblables dans les villes, en cas de succès. La commune se conjugue avec la décentralisation industrielle instaurée dernièrement, suivant le modèle soviétique, alors que la commune populaire présente une nouveauté chinoise.

Vers la mi-juin 1958, la direction de 80 p.c. des entreprises industrielles qui, antérieurement, avaient été administrées directement par les ministères industriels nationaux, avait été confiée aux organismes provinciaux et locaux, cette décentralisation complétant la décentralisation des petites et moyennes entreprises qui devaient être pour la plupart construites et gérées par les communes populaires.

Il est encore trop tôt pour juger des réactions des paysans chinois «enrégimentés» dans les communes populaires, souvent

contre leur gré, d'après les décisions prises, non sans pression généralement des autorités, par les coopératives. Il apparaît en tout cas que le gouvernement et le parti du président Mao Tsé Toung doivent s'estimer suffisamment forts pour tenter une telle expérience! Nous avons vu qu'elle a suscité d'ore et déjà également des adeptes dans certaines démocraties populaires d'Europe, notamment en Bulgarie et en Albanie.

Suivant *La Chine Libre*, bulletin hebdomadaire publié par le service de presse de l'Ambassade de la République de Chine à Paris (du président Tchiang Kaï Chek), les chefs de la commune populaire, qui sont «des communistes zélés», «exercent un contrôle absolu sur tous... Les communes visent à supprimer toute vie privée... Toute propriété est ainsi abolie», sauf les vêtements et les objets personnels des paysans. Les membres de la commune populaire sont mobilisés en temps de guerre dans les unités communales¹. Selon les saisons, ils travaillent dans les champs ou dans les entreprises industrielles créées ou en cours de réalisation. On fonde de grands espoirs sur ces communes populaires pour activer l'industrialisation et également le développement de l'agriculture, ce qui est nécessaire entre autres pour fournir davantage certaines matières premières aux usines. Or, nous avons vu que les militants chinois paraissent bien décidés à ce que la Chine devienne, dans les délais les plus brefs, une très grande puissance industrielle et mondiale...

On estime que ces communes populaires (étant donné les très grands efforts déployés à la formation des cadres et de la main-d'œuvre spécialisée dans les villes, dans les agglomérations provinciales et actuellement dans ces communes) seront bientôt à même de remplir avec succès ces nouvelles tâches. On fonde également sur elles de grands espoirs pour l'amélioration des conditions de vie des paysans. Pour juger du succès de cette nouvelle tentative, qui situe actuellement la Chine populaire à l'avant-garde du communisme international, mais qui répugne fortement à l'esprit individualiste occidental, il ne faut pas perdre de vue les conditions de vie misérables des paysans chinois, même après la distribution des terres, et les progrès actuellement

1. Voir dans le bulletin *La Chine Libre*, no 310, du 23 octobre 1958: «Les communes populaires ou l'asservissement de la classe paysanne», pp. 5-6.

réalisés dans l'agriculture; ainsi que le manque de communications et de tout confort habituel dans les campagnes, nécessitant des mesures héroïques.

Ce système industriel et agricole doit contribuer, selon ses promoteurs, au développement simultané des différentes branches de l'économie nationale, et faciliter ainsi la réalisation du deuxième plan quinquennal chinois (1958-1962). On veut augmenter en effet les anciennes cadences du premier plan quinquennal, qui aurait permis pourtant de réaliser quelque 8,000 nouvelles usines et autres entreprises industrielles, la production dans l'industrie ayant alors augmenté, suivant les données officielles, d'environ 19.2 p.c. chaque année en moyenne¹.

Il y a en Chine 22 provinces et régions autonomes nationales, avec environ 80,000 communes ou cantons («hsiang»), formant les divisions administratives. Avec les usines et ateliers que l'on réalise dans les communes populaires, on compte en haut lieu pouvoir se rapprocher des sources des matières premières et des marchés ruraux, pour la production industrielle légère, ainsi que des petites et moyennes entreprises en général. On estime pouvoir y arriver rapidement. On considère qu'avec les impôts et les taxes, la main-d'œuvre inépuisable, les matières premières dont la Chine est très riche et qui ne sont pas encore toutes connues et exploitées, il sera possible de construire et de mettre en marche, en 4 ou 5 ans au moins, une petite centrale hydro-électrique, une usine de ciment, une usine d'engrais, une raffinerie de pétrole, d'aménager une mine, dans chacune des 2,000 divisions administratives du pays.

Parmi d'autres réformes importantes dans les domaines économiques et sociaux, on peut signaler une importante mesure caractéristique méconnue généralement à l'Ouest, objet d'une ordonnance du Conseil d'État (Conseil des ministres) et approuvée le 14 novembre 1957 par le Comité permanent de l'Assemblée pan-chinoise des représentants du peuple. En vertu de cette disposition, les comités de gestion dans les entreprises de l'État et des communautés ont été supprimés.

1. Voir l'article de M. Yung Lung-Kwe: «La voie lactée des industries locales», dans *China Reconstructs*, volume VII, no 8, août 1958, pp. 10-12, Pékin.

Ces comités de gestion, qui avaient été institués le 28 janvier 1950, comprenaient le directeur de l'entreprise ou de l'institution, son remplaçant, l'ingénieur en chef, d'autres responsables de la production ou de l'exploitation, ainsi que des délégués des employés et des ouvriers, en nombre correspondant à l'importance du personnel de l'entreprise ou de l'institution. Ces représentants des travailleurs étaient élus dans les Assemblées des employés et ouvriers (ou des fonctionnaires) convoqués par les organisations professionnelles.

Ces représentants du personnel étaient nommés pour 6 mois ou un an, avec possibilité de réélection. Chacun de ces comités était formé généralement de 5 à 17 membres, suivant l'importance de l'entreprise ou de l'administration, et ils constituaient des organes administratifs, centralisant la gestion, sous l'autorité des institutions supérieures. Ces comités pouvaient discuter et décider de toutes les principales questions relatives à la production et à l'exploitation, et en général de la gestion de l'entreprise ou de l'administration, compte tenu naturellement des directives des organes supérieurs et du plan de production.

Parmi ces questions figuraient également celles de l'embauche et du licenciement des salariés, des perfectionnements et des agrandissements divers, des vérifications du bilan, du travail, etc. Toutefois, la direction de l'entreprise pouvait suspendre provisoirement l'exécution des décisions prises par le comité de gestion en informant alors les organismes supérieurs. Les membres de ce comité pouvaient, par ailleurs, eux aussi, présenter des rapports aux organismes supérieurs, critiquant les décisions prises, mais sans pouvoir exercer un droit de véto.

En septembre 1956, le Comité central du parti communiste chinois décida, à son 8^{ième} Congrès, en vue de renforcer la lutte contre la bureaucratie, et pour développer la démocratie, de renforcer la direction des entreprises et des institutions; et, en même temps, d'intensifier le contrôle du parti. En conséquence, les comités de gestion furent remplacés par les Réunions des délégués des ouvriers et employés.

Les Réunions des ouvriers et employés ont un caractère de représentation permanente, les délégués étant directement élus par les employés et les ouvriers (ou paysans) et devant rendre

compte de leurs mandats. Quant aux dirigeants de l'entreprise ou de l'institution, ils sont nommés par les autorités.

On exige de ces Réunions de délégués des travailleurs et de leurs comités la coordination des intérêts personnels des travailleurs avec ceux de la nation. Les comités des syndicats doivent préparer et convoquer ces Réunions et suivre l'exécution de celles de leurs décisions qui sont acceptées par l'administration de l'entreprise ou de l'institution, ou qui sont imposées par les autorités supérieures.

Les Comités du parti doivent par ailleurs coordonner convenablement les rapports de la direction avec les organisations syndicales et les Réunions des délégués des travailleurs et leurs comités. L'une des tâches essentielles de ces Réunions et de leurs comités consiste dans le travail d'éducation parmi les employés et les ouvriers, et dans la recherche de l'augmentation de la production, de l'économie des matériaux, de l'utilisation des «réserves» de l'entreprise, etc. Ces Réunions ont présentement des pouvoirs et des attributions suffisamment vastes pour pouvoir exiger des explications et des rapports du directeur de l'entreprise ou de l'institution, notamment concernant le travail, les salaires, les licenciements, etc. Ces Réunions peuvent faire des suggestions et présenter des propositions diverses, discuter des sommes affectées à l'amélioration des conditions de vie et de travail, etc., *sans entraver toutefois l'action justifiée de l'administration*, et en agissant en conformité avec le plan de l'État.

* * *

Dans cette étude, nous nous sommes efforcé de dégager les très importants résultats, déjà obtenus et en cours de réalisation, dans l'industrialisation et le développement de la Chine populaire. Quel que soit le point de vue sur les rudes sacrifices imposés en conséquence à la population, l'on ne saurait nier que cette modernisation remarquablement accélérée de la Chine continentale constitue de plus en plus l'un des éléments déterminants de l'économie et de la politique mondiales.

Georges DAVIDOFF,
licencié en droit (Paris).